

Fondation Prospective et Innovation

Les Entretiens du 29 mai 2006 au Sénat

DELOCALISATIONS-CONQUETES DE MARCHES ?

SYNTHESE

Intervenants : - M. Jean-Pierre Raffarin, Ancien Premier Ministre
- M. Bertrand Collomb, Président du Groupe Lafarge
- M. Jean-Hervé Lorenzi, Professeur d'économie
- M. Jean Arthuis, Président de la Commission des Finances du Sénat
- M. Cheng Lin, Président Europe de ZTE Corporation

La Fondation Prospective et Innovation qui accueille ce débat a été créée par les Présidents René Monory et François Dalle pour aider la réflexion stratégique au niveau national et européen sur les grands sujets qui imposent une démarche prospective. Aujourd'hui, un sujet mérite pleinement cette réflexion : la mondialisation, tant elle inquiète les Français.

Le mot « délocalisation » focalise toutes les peurs que recouvre la mondialisation, en particulier la hantise de ne pouvoir soutenir la concurrence d'un monde global. Et pourtant, les études économiques sont unanimes, avec toujours le même constat : les délocalisations proprement dites ont un effet très limité sur nos économies. Les délocalisations ne représentent en effet, que 2% du total des licenciements, 1% de l'emploi industriel.

Le vrai problème est davantage dans la non localisation d'activités qui auraient pu s'implanter si l'environnement avait été plus favorable. Ce qui est important, finalement, ce n'est pas ce qui se voit mais ce qui ne se voit pas, ce ne sont pas les emplois qui disparaissent, ce sont les emplois qui ne se créent pas. C'est très difficile à faire comprendre à une opinion ou à des médias, voire à des hommes politiques qui, eux, voient surtout les choses... qui se voient. En définitive, les solutions à nos difficultés sont plutôt à rechercher dans des mesures qui favoriseraient une meilleure compétitivité globale de l'économie française.

Pour les entreprises, la globalisation est clairement une opportunité. Le monde accessible s'est multiplié par trois ou quatre dans les quinze dernières années, et d'immenses territoires - la Chine, l'Inde - se sont mis en marche grâce à la mondialisation de l'économie. Pour les entreprises dynamiques qui ont su s'internationaliser, les opportunités sont grandes sur ces marchés en pleine expansion. Elles mènent alors des stratégies de conquêtes de nouveaux marchés.

La globalisation conduit ainsi à un développement extraordinaire. Un sondage a été réalisé à la fin de l'année 2005 auprès de 1500 chefs d'entreprises de tous pays et de toutes tailles. 63% considéraient la globalisation comme un phénomène positif pour leur entreprise. 80% voyaient des opportunités en Chine, mais dans ces 80%, les deux tiers y voyaient de nouveaux marchés et seulement un tiers une réduction des coûts. On le constate, on est loin de l'image traditionnelle de la globalisation.

On considère trop souvent que les intérêts des entreprises divergent des intérêts de notre économie : pour les entreprises mondiales, il est clair que la philosophie est de continuer à maintenir et développer des emplois dans les pays développés grâce à la compétitivité de certaines productions faites en Chine. Une étude a démontré que, pour 100 dollars d'activités délocalisées des Etats-Unis, 117 dollars d'activités nouvelles étaient créées. Simplement parce que, quand une délocalisation permet d'améliorer les coûts des entreprises, cette réduction de coût rejaillit soit sur les actionnaires par des dividendes, soit sur les consommateurs à qui elle donne un pouvoir d'achat supplémentaire.

Il est d'ailleurs intéressant de se tourner vers l'analyse économique pour mieux comprendre ces phénomènes. Les économistes qui s'intéressent aux problèmes d'emploi, d'industrie et de macro-économie, ont en effet cherché à quantifier et à prévoir les suppressions d'emplois liées aux délocalisations.

Les études ont montré qu'aux Etats-Unis, en un an, pour 408 000 suppressions d'emplois consécutives aux délocalisations, il se créait et se détruisait une quinzaine de millions d'emplois. Le rôle des délocalisations devenait alors marginal. Les économistes ont donc changé d'approche et littéralement « viré de bord ». Laissant de côté les données sur l'emploi, la communauté des économistes s'est alors penchée sur le commerce extérieur des grandes nations industrielles pour apprécier la relation échanges/emplois.

Le développement des échanges mondiaux offre en effet actuellement des opportunités bien meilleures que dans les années 90. A cette époque, les pays émergents nous inondaient de produits informatiques et électroniques. Aujourd'hui, pour alimenter leur croissance, ces mêmes pays émergents ont besoin de produits et d'équipements fabriqués, pour beaucoup, par des pays développés. Il y a donc des opportunités, à condition de les saisir. Les études économiques sur le commerce extérieur ont clairement montré que plusieurs pays et certaines entreprises ont très bien su tirer partie de la mondialisation.

Au Japon, par exemple, pays qui, lui aussi, a des rigidités et dont l'évolution est difficile, les entreprises ont su localiser en Chine certains éléments de la chaîne de production, ce qui leur permet d'éviter des coûts japonais trop élevés et de rester compétitifs. Il est intéressant de remarquer que cette pratique des entreprises japonaises a coïncidé avec un nouveau départ de la croissance japonaise. Le Japon est certes moins loin que nous de la Chine, mais nous avons l'Europe de l'Est et l'Afrique du Nord et ... la Chine, tant l'éloignement est, aujourd'hui, une chose relative.

Quant à l'Allemagne qui connaît des problèmes parfois plus graves que les nôtres, elle a su faire remonter sa compétitivité et sa performance export sur les nouveaux marchés, avec des résultats bien meilleurs que ceux de la France. On a pu constater que la stratégie micro-économique des entreprises allemandes est très différente de celle des entreprises françaises : une large partie de la production des grandes entreprises allemandes a été davantage délocalisée qu'elle ne l'a été dans les entreprises françaises à peu près équivalentes. A l'évidence, cette stratégie de délocalisation des activités les moins compétitives a été particulièrement favorable au développement du commerce extérieur.

La croissance des pays émergents donne ainsi des opportunités d'exportation et donc de création d'emplois qui sont fonction, en définitive, du niveau de compétitivité de chaque pays. Mieux vaut donc parler de compétitivité plutôt que de délocalisations en évitant le débat manichéen entre la compétitivité tirée par les coûts et celle induite par l'innovation, les nouveaux produits et la recherche.

Certains diront qu'il ne sert à rien de se battre sur les coûts puisque, quoi qu'on fasse, ils ne supporteront jamais la comparaison avec les coûts chinois. On oublie alors que nous ne sommes pas en concurrence uniquement avec les Chinois, mais d'abord avec d'autres pays industrialisés. S'il paraît tout à fait nécessaire de travailler sur les coûts, il faut aussi travailler sur l'innovation. En matière de recherche-développement, les choix d'implantations sont avant tout liés au soutien de l'activité recherche par le milieu ambiant qui est la résultante de la qualité de la relation privé-public- mais aussi à la rapidité d'accès au marché pour les produits nouveaux.

Remarquons également que les pays émergents sont eux-mêmes touchés par le phénomène des délocalisations. La globalisation impose d'être présent sur tous les continents : le risque est grand, pour les entreprises qui ne s'internationalisent pas, de devenir de simples acteurs locaux. La mondialisation fait qu'aujourd'hui, on ne peut plus raisonner pays par pays, même quand on est une entreprise chinoise leader sur un marché intérieur en plein développement. Le marché est mondial et impose donc des délocalisations sur l'ensemble des continents. C'est ici que la dynamique des territoires d'accueil joue un rôle important dans les décisions d'implantation : l'environnement éducatif, culturel, scientifique et les facilités administratives sont des facteurs décisifs pour favoriser les investissements étrangers.

Les effets de la globalisation sont redoutables pour les dirigeants politiques : au niveau local, il leur faut être particulièrement actifs pour créer des « oasis » susceptibles d'accueillir les implantations, et au niveau national, conduire des actions qui apparaissent souvent contradictoires : favoriser la compétitivité du pays tout en assurant la cohésion sociale. Pour lever les contradictions, il faut faire preuve de pédagogie en tenant compte plus souvent des effets de la mondialisation sur l'action politique. Et d'abord, tenir un langage de vérité qui impose de poser clairement deux alternatives pour le pays : soit ne rien changer à notre modèle social, et dans ce cas, il faut élever des frontières que nous aurons de toute façon du mal à préserver ou alors considérer que la globalisation est un phénomène irrémédiable et se demander si nos lois sociales, nos modes de prélèvements obligatoires, sont encore adaptés à une économie globale.

La mondialisation est, certes, une chance pour la France, mais vient un moment où il faut se demander si, dans un pays qui consacre 55% de son PIB à des dépenses publiques, on est vraiment dans un système qui peut fonctionner durablement dans un contexte mondialisé.

La France souffre d'une hyper réglementation, du poids tout à fait excessif de la sphère publique, des délais dans les autorisations de mise sur le marché, de la financiarisation, de nos modes de distribution et, dans une certaine mesure, du principe de précaution que nous nous imposons de façon unilatérale.

Essayons de surmonter ces contradictions : adaptons notre droit du travail pour favoriser la flexibilité et réformons notre fiscalité qui repose trop exclusivement sur la production. Il faut cesser de peser uniquement sur ceux qui emploient encore en France, en instaurant, par exemple, un supplément de TVA qui viendrait compenser les exonérations de charges sociales et réglerait le problème du « plombier polonais » qui participerait ainsi au financement de la protection sociale en France. Mais il est également nécessaire de réformer tout l'environnement réglementaire qui pèse excessivement sur les entreprises et même sur les pôles de compétitivité dont l'élan est bridé par un excès de mécanique administrative.

Nous ne parviendrons pas à convertir les Français à la réforme si les responsables politiques continuent de se « raconter des histoires ». Si nous voulons bouger, si nous voulons réformer, arrêtons de dire que tout va bien. Parce qu'à chaque fois que nous disons que tout va bien, les immobilismes et les conservatismes en embuscade se trouvent renforcés. La lucidité ne signifie pas le déclin.

Aujourd'hui, l'action politique recouvre trois exigences : la première est la lucidité sur les phénomènes internationaux qu'il faut analyser en sortant des dogmes et de l'idéologie. Le capitalisme, qui change en permanence et que nous nous devons de comprendre sans pour autant nous imaginer pouvoir le maîtriser, est et reste aujourd'hui la force du monde. Pour avoir cette lucidité, il faut faire en sorte que la France ouvre un peu ses fenêtres.

La deuxième exigence est la réforme permanente. Nous avons, dans notre pays, un goût pour théâtraliser la réforme. La « grande » réforme n'existe pas, c'est une adaptation de chaque jour. Lorsque l'on connaît les critères de la compétitivité, il faut mener cette réforme d'une manière tranquille, voire presque banale.

Enfin, il nous faut avoir une exigence pour l'Europe, non seulement l'Europe institutionnelle, un peu distante, dont on a beaucoup parlé, mais cette Europe qui peut être médiatrice entre la nation à laquelle nous restons attachés et la mondialisation qui est maintenant notre terre de jeu, terre d'avenir, terre de vie, qui fait que la planète est notre espace et que cette conscience de la planète peut être une ligne d'action très importante pour le futur.